

MAINTENON L'intersyndicale était réunie, hier, devant le centre des finances publiques de la ville

Ils condamnent la fermeture de leur centre



SYNDICATS L'intersyndicale a manifesté sur le marché de Maintenon, hier, ainsi que devant le centre des impôts.

Nathan Sportiello

Inauguré en grande pompe en 2016, le centre des finances publiques de Maintenon est menacé depuis un an. Il devrait fermer ses portes en 2023.

Cinq ans après son inauguration en présence de nombreux élus du territoire – et la réfection complète du bâtiment situé au numéro 27 de la rue Collin-d'Harleville, la trésorerie de Maintenon est amenée à disparaître, en 2023, dans le cadre d'un plan de réorganisation.

Hier, l'intersyndicale (Solidaires, CFDT, FO, CGT) était réunie devant le centre des finances publiques de Maintenon, dénonçant cette fermeture annoncée : « En janvier 2022, c'est le service recouvrements de l'impôt qui va disparaître. Puis, en janvier 2023, la trésorerie fermera ses portes », regrette Fabrice Gauthier, cosecrétaire départemental du syndicat Solidaires Finances Publiques.

Une présence dans des Espaces France Services

Le directeur départemental des finances publiques, Gradzig El Karoui, contacté par téléphone hier, est lui, plus prudent : « Il n'y aura pas de fermeture avant septembre 2023. Rien ne changera en janvier 2022 pour les usagers. D'ici la fin de cette année, quatre ou cinq postes de Maintenon sont concernés pour des affectations principalement à Chartres. »

L'intersyndicale s'était déjà réunie en septembre 2019, pour alerter les citoyens : « Il s'agit d'un éloignement du service public pour les usagers. À terme, on va leur demander d'aller à Chartres ou à Dreux, ou bien de faire leurs démarches par Internet. Certaines personnes ont besoin d'un contact humain », déplore de son côté Marie Augros, secrétaire départementale FO.

Concrètement, une fois la trésorerie de Maintenon fermée, des permanences seront tenues dans les villages, de manière ponctuelle, pour venir à la rencontre des usagers dans le besoin : « On complique les choses en agissant comme cela. Il faudra prendre rendez-vous, ou alors, il faudra encore faire ses démarches sur Internet », ajoute Fabrice Gauthier. Le directeur départemental des finances publiques voit les choses différemment : « Nous nous efforçons, au contraire, d'être au plus près des habitants en étant présents dans les Espaces France Services et chez les buralistes. » À l'heure actuelle, dix-neuf de ces Espaces France Services existent en Eure-et-Loir.

Les syndicats voient, par cette nouvelle organisation, qui porte le nom de “nouveau réseau de proximité”, une occasion de tailler dans les effectifs des trésoreries : « Déjà, quand le centre de Maintenon a été modernisé en 2016, c'était pour rassembler trois centres : celui de Nogent-le-Roi, Auneau et Maintenon. Mais cela a surtout permis de faire des économies », explique Caroline Rivereau, de la CFDT. « Aujourd'hui, on va muter des agents en leur disant que cela est plus pratique de travailler ensemble sur un seul site, avant de supprimer des postes. C'est toujours pareil. »

Concernant les éventuelles suppressions d'emplois à long terme, Gradzig El Karoui explique : « Le sujet est celui du renforcement du service public. Nous allons renforcer le nombre de points de proximité. Nous serons présents sur rendez-vous dans les villages et dix postes de conseillers pour les élus locaux seront créés. La question des suppressions d'emplois est, elle, débattue au Parlement et en loi de finances. Ce qui est important c'est la qualité du service public. »

Pour le directeur départemental, le maillage sera donc meilleur après cette réorganisation.

« Cela nous gêne que le maire refuse de voter une délibération »

L'intersyndicale dénonce également le comportement du maire vis-à-vis du projet de réorganisation, et donc de fermeture en 2023 du centre de Maintenon : « Cela nous gêne qu'il se refuse à voter une délibération condamnant cette fermeture », ajoute Fabrice Gauthier.

L'édile de Maintenon, Thomas Laforge, était présent sur le marché, hier, pour accompagner, lors d'une séance de tractage, le candidat de la majorité aux prochaines élections départementales dans le canton, Jean-Noël Marie (*lire p.13*) : « Je regrette cette fermeture », a répondu succinctement le maire à *L'Écho Républicain*.

Questionné quant à l'avenir du bâtiment refait à neuf en 2016 pour regrouper les trésoreries de Nogent-le-Roi, Maintenon et Auneau, Thomas Laforge a expliqué : « Nous n'en sommes pas encore là, nous verrons ce que nous ferons le moment venu. »